



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 18 NOVEMBRE 2015

Félix Prosper Basse : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

Droits de l'Homme :

Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme a tenu le lundi 16 novembre 2015 un atelier d'appropriation de l'édit portant protection des défenseurs des Droits de l'Homme et des journalistes au Sud-Kivu. Cet atelier a été organisé conjointement avec l'ONG Protection Internationale et la Commission Politique, Administrative et Judiciaire de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Une cinquantaine de personnes dont des députés provinciaux, des membres des organisations internationales et nationales de défense des Droits de l'Homme ainsi que des professionnels de média, ont pris part à cette activité de sensibilisation qui vient soutenir le processus de vote de l'édit [texte de loi voté par les députés provinciaux] portant protection des défenseurs des Droits de l'Homme et des journalistes au Sud-Kivu.

Selon le président de l'Union Nationale de la Presse Congolaise au Sud-Kivu, Darius Kitoka, cet édit répondra à la nécessité d'une protection officielle et réglementée des défenseurs des Droits de l'Homme et des journalistes. A l'en croire, une fois adopté et promulgué par l'exécutif provincial, cet édit sera non seulement l'une des plus grandes réalisations de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu, mais aussi une règle juridique sans précédent en République Démocratique du Congo.

Pour le Coordonnateur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme à Bukavu, Mamadou S. Diallo, l'adoption de ce texte de loi constituera un énorme précédent au niveau national, et permettra à l'Assemblée nationale de voter également le projet de loi qui lui a déjà été soumis plus de trois ans.

Mamadou Diallo a également ajouté que « l'adoption de cette dernière soulagera tant soit peu la souffrance de nombreux défenseurs des Droits de l'Homme et des journalistes en province du Sud-Kivu et permettra à ces derniers d'exercer leur profession dans les limites de cet édit. »

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

VIH/ SIDA :

A travers sa Section VIH/SIDA, la MONUSCO s'est engagée activement à inverser le cours du VIH, qui est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. La MONUSCO suit le déroulement de l'épidémie à travers un programme innovateur des activités mises en place par la Section VIH/SIDA, de manière à attirer l'attention du personnel et de la communauté locale sur l'ampleur et la nature de la situation, en collaboration avec les institutions locales.

Ces activités ont pris une allure particulière à la suite de la campagne de sensibilisation appelée « Help Us Win » lancée au cours de cette année par la Section VIH/SIDA. La MONUSCO fournit toujours des orientations pour aider les soldats de la paix, les populations locales ainsi que des institutions nationales à réaliser l'accès à l'information, à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui. La MONUSCO continue d'encourager des activités efficaces pour lutter contre l'épidémie du SIDA en RDC.

En sensibilisant les populations locales dans les régions fortement enclavées de la RDC, la Section VIH/SIDA les aide en collaboration avec d'autres Sections de la MONUSCO, de mettre en œuvre des stratégies efficaces de sensibilisation et de lutte contre l'épidémie de SIDA.

La MONUSCO travaille également avec les institutions nationales, la société civile, les Organisations Non-Gouvernementales, les associations des personnes vivant avec le VIH, le secteur privé, les organisations confessionnelles et d'autres agences du système des Nations Unies, afin de renforcer les ripostes nationales. Il est très important de rappeler que, la MONUSCO plaide en faveur d'une réponse extraordinaire au défi sans précédent que représente le SIDA.

Police MONUSCO :

Le Chef de la Composante Police par intérim de la Police MONUSCO, le Colonel Tabasky Diouf a ouvert ce 17 novembre 2015, un séminaire sur la sécurisation des élections au profit de 32 formateurs UNPOL venues des différents Secteurs et Sous-secteurs à travers toute la République Démocratique du Congo.

Dans son allocution, le Colonel Diouf a remercié l'Etat-major UNPOL qui a initié cette formation qui se déroule du 17 au 19 novembre. Il a aussi rappelé l'importance du renforcement des aptitudes des UNPOL en cette matière car dira-t-il : « la sécurisation des élections revient à notre partenaire privilégié qu'est la PNC ; et nous avons le devoir de mieux nous préparer à la soutenir dans le renforcement des capacités de ses agents ».

Le 14 novembre 2015, Madame le Chef de Bureau de la MONUSCO/Kalemie et le Chef de Division Unique de la Province du Tanganyika ont coprésidé la cérémonie officielle de clôture d'une session de formation des formateurs de la PNC dans la salle de la procure de l'Eglise Christ-Roi.

40 fonctionnaires du commissariat de la PNC du Tanganyika ont suivi cette formation qui, selon le Commissaire Provincial de la PNC du Tanganyika, illustre l'excellent partenariat existant entre la PNC et le

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Secteur UNPOL. Il s'est dit satisfait de cette formation avant d'exhorter les bénéficiaires à mettre en pratique les connaissances acquises pour mieux former leurs collègues qui en ont tellement besoin.

Pour sa part, le Chef de bureau de la MONUSCO/Kalemie a fait l'historique de l'îlot de stabilité de Mpyana/Manono, de ses sources de financement. Cet îlot de Stabilité est le fruit d'un projet à impact rapide d'un montant de plus de cinquante mille dollars américains initié par le Secteur UNPOL de Kalemie, a-t-elle dit.

En outre, elle a tenu à témoigner sa satisfaction aux formateurs UNPOL, aux responsables de la PNC et au Chef Secteur UNPOL de Kalemie en fin de mission.

Le chef de Bureau lui a rendu un hommage mérité pour ses qualités professionnelles exemplaires et ses résultats satisfaisants obtenus dans le domaine des projets à impact rapide. Elle a enfin félicité les apprenants pour les bons résultats obtenus grâce à leur assiduité, leur travail et leur dévouement. Elle les a encouragés à transmettre leurs connaissances à leurs collègues.

Le chef de Division unique a, avant de clôturer la formation, manifesté sa satisfaction à la MONUSCO/Kalemie. Il a vivement remercié le Secteur UNPOL de Kalemie pour ses appuis multiformes à son partenaire, la PNC, et a félicité le Chef Secteur pour la mission bien accomplie. Il a rappelé l'importance de cette formation qui donne assez d'ouvertures aux bénéficiaires, fonctionnaires de la PNC qui peuvent dispenser désormais des cours dans des écoles de formation.

Le 10 novembre 2015, une délégation de la MONUSCO de Beni s'est rendue dans le quartier Nzuma, cellule Boikene, commune Rwenzori, dans la ville de Beni, localité située à 2 km au Sud-est du bureau de la MONUSCO/Beni, pour prendre contact avec les populations, les sensibiliser sur le mandat de la MONUSCO et les activités des différentes sections substantives.

La Police MONUSCO a mis un accent particulier sur la protection de la population civile et la restauration de l'Etat de droit, après un exposé sur le mandat de la MONUSCO par la responsable chargée de l'information et des relations publiques du bureau de la MONUSCO de Beni. Pour terminer, UNPOL a appelé les populations à plus de collaboration, surtout dans le cadre du partage de l'information avec la PNC et les FARDC.

Les échanges entre les populations locales et les représentants des différentes sections substantives ont abouti à quelques recommandations visant à faire ressentir les actions de la MONUSCO dans les contrées les plus reculées.

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/Oicha ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation.

Au total, 98 appels ont été reçus sur les numéros verts. 26 interventions ont été effectuées qui ont permis 10 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 407 patrouilles de sécurisation dont 123 conjointes avec la PNC ont été effectuées. Par ailleurs, 21 escortes de hautes personnalités ont été réalisées par ces Unités.

Activités de l'Equipe-pays

Le Ministre du Plan et l'UNICEF présentent un nouveau rapport sur l'éducation en République Démocratique du Congo :

Le rapport « Vers la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tous » sera présenté aujourd'hui, le 18 novembre 2015, par le Ministère du Plan et l'UNICEF. Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'analyse continue de la Situation des Enfants et des Femmes en République Démocratique du Congo.

Le rapport documente plusieurs évolutions positives dans les secteurs tels que l'augmentation du taux brut de scolarisation ainsi que le financement public de l'éducation. Il met aussi en évidence des faiblesses qui doivent être prises en compte dans le cadre de la réforme du secteur de l'éducation.

Le rapport « Vers la réalisation du droit à une éducation de qualité pour tous » est particulièrement d'actualité étant donné les réformes majeures en cours en RDC et au niveau global, avec l'adoption des nouvelles priorités internationales de développement durable (ODD - Objectifs de Développement Durable).

Sans toilettes, la période de l'enfance est encore plus dangereuse à cause de la malnutrition, affirme l'UNICEF :

La communauté internationale célèbre le 19 novembre de chaque année, la Journée Mondiale des Toilettes.

Selon l'UNICEF, « l'absence d'accès à des toilettes met en danger des millions d'enfants parmi les plus pauvres du monde ». Certaines données récentes révèlent qu'il existe de nombreux liens entre un assainissement insuffisant et la malnutrition.

Dans le monde, environ 2,4 millions de personnes n'ont pas de toilettes et près d'une personne sur huit sur la planète pratiquent la défécation à l'air libre. Parallèlement, environ 159 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans sont atteints de retard de croissance (petite taille pour leur âge) et 50 millions d'autres souffrent d'émaciation (faible poids pour leur âge).

Certains pays ont fait des progrès considérables, tant dans l'accès à l'assainissement que dans l'état nutritionnel de leurs enfants. En RDC, des interventions intégrées portant sur la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont été utilisées dans le cas des communautés déplacées. La dénutrition et les maladies d'origine hydrique ont diminué de façon sensible chez les enfants de moins de cinq ans. Environ 60

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

% de la population a bâti des latrines et près de 90 % des enfants atteints de malnutrition ont retrouvé leur poids normal au bout de douze mois.

Conférence sur l'Équité sous le Haut Patronat du Premier Ministre à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant :

A l'occasion de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant, sous le thème national « Équité et droits de l'enfant en RDC », le Ministère de la Femme, Famille et Enfant et l'UNICEF organisent le 20 novembre 2015, sous le Haut Patronat du 1er Ministre, une conférence sur l'équité.

Le 20 novembre est la date anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant. Conformément à son mandat, l'UNICEF fait en sorte que dans toutes ses initiatives, priorité soit donnée aux enfants les plus désavantagés – qu'ils appartiennent aux ménages les plus pauvres ou aux groupes ethniques les plus marginalisés et aux pays les plus démunis – ».

En République Démocratique du Congo, l'approche fondée sur l'équité des programmes et politiques de l'UNICEF vise à comprendre et traiter les causes d'inégalités, afin que tous les enfants, en particulier les plus démunis, bénéficient de soins de santé, d'une nutrition appropriée, de services d'assainissement, de l'eau potable, d'une éducation, d'une protection, d'informations et des autres services nécessaires à leur survie, à leur croissance et à leur développement.

En 2030, toute la RDC sera éclairée...

La seconde édition du Forum de Développement des Énergies Renouvelables (FoDER 2015) a eu lieu à Kinshasa les 13 et 14 novembre dernier. À l'issue de cette réunion de haut niveau, la RDC s'est dotée d'un Agenda d'Actions-Pays qui est une feuille de route dont l'objectif est d'éclairer toute la RDC à l'horizon 2030.

Le PNUD a aidé à la formulation de cet Agenda et du prospectus d'investissements. La RDC s'est fortement engagée à relever ce défi, depuis 2012. Pour preuve, elle est le seul pays francophone à disposer d'un tel cadre stratégique de gestion du secteur de l'énergie. La RDC le présentera à la Conférence des Parties sur le Changement Climatique (CoP21), à Paris, en décembre prochain.

Cet Agenda d'action-pays se fixe pour objectifs : l'accès pour tous à l'électricité et à la cuisson propre; l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique du pays; et l'amélioration des services énergétiques en vue d'augmenter des économies.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Vers la promotion de la culture de transparence et de redevabilité :

Le Ministère des Relations avec le Parlement, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organise, pendant toute cette semaine, deux ateliers dans le domaine du contrôle parlementaire.

Ces ateliers ont pour objectifs d'une part de renforcer les capacités des points focaux des ministères et des gestionnaires des entreprises sur le contrôle parlementaire et d'autre part de suivre la mise en œuvre des recommandations du Parlement adressées au Gouvernement.

À l'issue de ces ateliers, les membres des Cabinets ministériels, les dirigeants des entreprises et établissements publics maîtriseront mieux les différentes formes de contrôle parlementaire, socle de la bonne gouvernance. Plus concrètement, ils pourront mieux rédiger une question parlementaire, une motion de méfiance, une motion de censure ou encore une interpellation ou encore préparer un dossier pour un Ministre s'il est appelé à s'expliquer devant le Parlement.

M. Kin-Key Mulumba, Ministre des Relations avec le Parlement a rappelé que son Ministère travaille à la promotion et à la consolidation de la démocratie par la construction d'un partenariat interinstitutionnel solide entre l'Exécutif et le Législatif.

Les parlementaires d'Afrique francophone à l'école de la gouvernance du secteur minier :

À Kinshasa, près de 60 parlementaires francophones venus de 14 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre participent depuis hier, 17 novembre, à un atelier de 2 jours sur la façon de mieux agir pour garantir « la transparence et la redevabilité dans le secteur minier » en fonction de leur triple rôle : législation, contrôle et représentation.

C'est une question cruciale car entre 2000 et 2008 seulement, la valeur créée à partir des ressources naturelles en Afrique est passée de 39,2 milliards de dollars à 240 milliards de dollars. L'expérience montre, cependant, que cette augmentation ne peut se traduire par un impact sur le développement durable que lorsque des politiques efficaces et des systèmes de gouvernance sont mis en place.

L'objectif de ce séminaire est de doter les parlementaires d'Afrique francophone des outils nécessaires qui leur permettront d'assumer leur rôle dans le contrôle et la gestion des industries extractives mais également de contrôler la traçabilité des matières premières au niveau de leurs pays respectifs.

Ce séminaire, organisé par le PNUD, a bénéficié de l'appui de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), de la République Française, de la Coopération allemande, du Natural Resource Governance Institute (NRGI) et de la Conférence internationale sur la Région de Grands lacs (CIRGL).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

La situation sécuritaire à **Kinshasa** et dans les autres provinces situées dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo, a été rapportée calme durant la semaine écoulée

En Province Orientale, les Forces onusienne et congolaise poursuivent leurs activités militaires, dans le but de neutraliser les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), qui continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

Dans le district de Haut-Uélé, le 9 novembre 2015, des éléments de la LRA ont fait incursion dans la localité de Makusa, située à 72 kilomètres au Nord de Niangara, kidnappé deux (02) individus et pillé des biens de valeur.

Le 14 novembre 2015, deux (02) individus ont été tués, au cours d'une embuscade tendue par des éléments de la LRA dans la localité de Gongolo, située à 45 kilomètres au Nord de Dungu.

Dans le district de Bas-Uélé, le 9 novembre 2015, des éléments appartenant à la LRA ont attaqué la localité de Kpete, située à 90 kilomètres au Nord de Bondo, tué une (01) femme et kidnappé cinq (05) individus.

Des troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont riposté, et tué un (01) assaillant.

Le 14 novembre 2015, des éléments de la LRA ont tendu une embuscade à deux (02) motocyclistes en provenance de Soudan du Sud, tué l'un (01) d'entre eux de nationalité soudanaise, et blessé l'autre.

Le 15 novembre 2015, deux (02) garçons ont été tués et six (06) autres kidnappés, au cours d'une incursion des éléments appartenant à la LRA dans la localité de Dialimo, située à 35 kilomètres à l'Est de Banda.

Malgré la récurrence de l'activisme des éléments de la LRA dans cette province, la situation sécuritaire demeure sous le contrôle des FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO dans cette partie du pays.

En Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit, en coordination avec les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ses activités militaires visant à l'éradication du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et du groupe Mayi-Mayi faction "Manu", dont les éléments ont perpétré des exactions contre les populations civiles basées dans les territoires d'Irumu et de Mambasa.

Dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu, le 9 novembre 2015, des éléments supposés appartenir au FRPI ont fait incursion dans la localité de Dimo, située à 3 kilomètres au Sud d'Aveba, et pillé des biens de valeur.

Le 10 novembre 2015, des présumés éléments du FRPI ont tendu une embuscade à un groupe de sept (07) femmes dans la localité de Muhani, située à 15 kilomètres à l'Est de Gety, et molesté trois (03) d'entre elles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Deux (02) autres sont portées disparues à ce jour.

Le 11 novembre 2015, vingt (20) éléments supposés appartenir au FRPI ont attaqué la localité de Mogbe, située à 5 kilomètres au Sud d'Aveba, violé trois (03) femmes et pillé des biens appartenant aux populations civiles.

Par ailleurs, le 13 novembre 2015, des hélicoptères d'attaque de la Force de la MONUSCO qui assuraient la couverture d'une mission de surveillance au Sud-est de Gety, à proximité de la frontière de l'Ouganda dans une zone abritant un camp du FRPI, ont été pris à partie par des combattants du FRPI. Nos hélicoptères ont riposté avec leurs canons pour appuyer les troupes opérant au sol.

La MONUSCO agit dans le cadre de son Mandat de protection des populations civiles et de ses règles d'engagement et ce, en réponse aux exactions commises par les éléments illégaux de FRPI contre les populations civiles.

Elle encourage les combattants illégaux à adhérer sans tarder au processus de désarmement volontaire.

Le 14 novembre 2015, les éléments du FRPI ont fait incursion dans les localités de Ndenge et Mbolumbolu, situées respectivement à 17 et 22 kilomètres à l'Est et au Sud-ouest d'Irumu-centre, et pillé des biens de valeur.

Plusieurs civils qui résistaient aux activités négatives de ces insurgés, ont été torturés.

De plus, dans le cadre des activités civilo-militaires, la Base Opérationnelle de la MONUSCO de Komanda, a au cours des activités de sensibilisation communautaire menées le 13 novembre 2015 au centre de l'association des personnes vivant avec handicaps, situé à approximativement 3 kilomètres au Nord de Komanda-centre, offert à titre gracieux, des machines à coudre et des appareils pouvant permettre l'ouverture d'une salle de cinéma, afin de générer des revenus à l'association.

Dans le territoire de Mambasa, le 12 novembre 2015, environ cent (100) éléments du groupe Mayi-Mayi faction "Manu", ont attaqué le poste de contrôle de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), situé dans la localité de Mabukusi, à 23 kilomètres à l'Ouest de Mambasa-centre, sur la route de Kisangani, tué un (01) garde forestier et kidnappé un autre.

Les unités de l'armée congolaise ont été rapidement déployées dans la région de Mabukusi, et ont poursuivi la traque des assaillants.

Les troupes des Forces onusienne et congolaise, ont renforcé leurs positions dans la zone et surveillent étroitement la situation dans la région de Mambasa-centre et sa périphérie, dans le but d'interdire toute infiltration des insurgés, de rassurer les populations locales paniquées, et d'assurer également leur protection.

Le contingent Bangladais de la Force de la MONUSCO soutient les troupes de l'armée congolaise engagées dans la traque des assaillants, par le déploiement des troupes d'intervention rapide sur les axes principaux menant vers Mambasa-centre, et des patrouilles motorisées dans le secteur.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire est généralement calme, mais demeure volatile et imprévisible dans le territoire de Beni.

Dans le territoire de Beni, les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), ont ciblé leurs attaques contre les unités des Forces onusienne et congolaise, ainsi que les populations civiles basées dans les régions de Mayimoya et de Kokola.

Le 11 novembre 2015, des éléments appartenant à l'ADF ont attaqué la localité de Mayimoya, située à 7 kilomètres au Sud-ouest de Linzo.

Ils ont tendu une embuscade à deux (02) soldats des FARDC, qui ont été secourus et récupérés par des troupes d'intervention rapide des FARDC.

Une (01) femme a également été exécutée par ces assaillants.

Le 13 novembre 2015, des éléments de l'ADF ont attaqué les positions des FARDC situées dans la localité de Kokola, à 7 kilomètres au Sud d'Eringeti.

La Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles pour soutenir les FARDC dans la région

Le climat sécuritaire au Nord-Kivu, est également perturbé dans les autres territoires de cette province par des activités négatives récurrentes des éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), perpétrées contre les populations civiles.

En outre, les accrochages réguliers entre les éléments des FDLR/FOCA (Forces Combattantes Abacunguzi) et ceux du groupe Mayi-Mayi faction "Yira" dans la région située entre Kimaka (16 kilomètres au Sud-ouest de Loufu) et Miriki (13 kilomètres au Sud-ouest de Loufu), constituent une préoccupation sérieuse quant à la situation sécuritaire dans la zone, car ils provoquent régulièrement des meurtres et des déplacements des populations civiles.

Deux (02) civils ont été blessés le 10 novembre 2015, au cours d'accrochages entre des éléments des FDLR et les Mayi-Mayi "Yira" dans la région de Luhanga, située à 12 kilomètres à l'Ouest de Luofu.

Le 14 novembre 2015, cent vingt (120) familles ont quitté la localité de Kimaka vers Miriki, suite aux accrochages entre les éléments des FDLR/FOCA et ceux du groupe Mayi-Mayi faction "Yira" dans le secteur.

Par ailleurs, la coalition FDLR/FOCA-Mayi-Mayi Lafontaine, commet des violations graves des droits de l'Homme dans la province.

Le 14 novembre 2015, des éléments de cette coalition ont attaqué et tué deux (02) chefs locaux dans la région de Vihumba, située à 40 kilomètres au Sud de Bonyatenge.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions dans la province, du 11 novembre 2015 à ce jour, treize (13) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **cinq (05) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), deux (02) du groupe Mayi-Mayi "Lafontaine", un (01) du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki et cinq (05) de divers groupes Mayi-Mayi.**

Au Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire est globalement sous le contrôle des Forces onusienne et congolaise, et reste dominé par des opérations menées contre les groupes armés, mais également par des redditions volontaires des membres de ces forces négatives.

Le 10 novembre 2015, deux (02) éléments du groupe Mayi-Mayi faction "Makombo" ont été capturés par des troupes des FARDC, au cours d'opérations menées dans la localité d'Evari, située à 57 kilomètres au Sud-ouest de Walungu-centre.

Le climat sécuritaire dans cette province est aussi marqué par des exactions perpétrées par des éléments des FDLR contre les populations civiles.

Le 9 novembre 2015, six (06) rebelles des FDLR aux ordres du "Capitaine" Aboubakar, ont attaqué un véhicule commercial sur le pont situé dans la région de Mudube, à 47 kilomètres au Nord-est de Mwenga-centre, dans le territoire de Mwenga, blessé deux (02) passagers et emporté tous les biens des occupants du véhicule.

Au chapitre des redditions dans la province, le 10 novembre 2015, dix (10) éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki se sont rendus volontairement avec onze (11) armes AK-47, aux troupes des FARDC déployées à Nzibira (40 kilomètres au Sud-ouest de Walungu-centre, dans le territoire de Walungu) et à Shabunda-centre (dans le territoire de Shabunda).

Six (06) autres armes AK-47 ont été rendues aux FARDC par des membres d'un groupe de défense local à Lemera, situé à 58 kilomètres au Nord-ouest de Sange, dans le territoire d'Uvira.

Au Katanga, la situation sécuritaire quoique généralement calme, demeure cependant tendue.

Dans le territoire de Manono, la résurgence des conflits interethniques entre les communautés Luba et pygmée a été rapportée.

Le 11 novembre 2015, des combattants du groupe Mayi-Mayi pygmée ont attaqué les membres d'une famille Luba dans la brousse située dans la région de Kayumba, à 135 kilomètres à l'Est de Manono-centre, et blessé grièvement deux (02) individus, dont un enfant.

Les blessés ont été évacués vers l'hôpital de Kiambi pour une meilleure prise en charge médicale.

Dans le territoire de Mitwaba, le 12 novembre 2015, des miliciens Mayi-Mayi en provenance du parc d'Upemba, armés de cinq (05) AK-47 et d'armes blanches, ont fait incursion dans quatre (04) villages :

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Kipombo (224 kilomètres au Sud-ouest de Mitwaba-centre), Lusuafa (221 kilomètres au Sud-ouest de Mitwaba-centre), Tomombo (237 kilomètres au Sud-ouest de Mitwaba-centre), Kylunga (197 kilomètres au Sud-ouest de Mitwaba-centre), pillé des biens appartenant aux commerçants et incendié plusieurs maisons.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1138** patrouilles armées, dont **300** nocturnes, et fourni **48** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04